



## **CONVOCAATION**

**à la séance du Conseil général**

**de lundi 2 février 2009, à 19h30 à l'Hôtel de Ville**

### **NEUVIEME SEANCE**

**Rapport du Conseil communal**

#### **09-001**

**Rapport d'information du Conseil communal**, concernant le raccordement des eaux usées de quatre communes vaudruziennes à la station d'épuration de Neuchâtel.

#### **Autres objets**

#### **07-403**

**Proposition** (dont l'urgence est demandée) des groupes radical et libéral, par Mmes et MM. Blaise Péquignot, Daniel Domjan, Alain Becker, Fabienne Spichiger, Jonas de Pury, Amelie Blohm Gueissaz, Jean Dessoulavy, Jean-Charles Authier, José Caperos, Gérald Comtesse et Philippe Etienne, au sens de l'article 32 du Règlement général, concernant la maîtrise des finances communales (équilibre budgétaire) (Déposée le 3 décembre 2007) **(Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008)**.

«Projet

**Arrêté**  
**concernant la maîtrise**  
**des finances communales de la Ville de Neuchâtel**  
**(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- En redéfinissant les missions des services de l'administration communale et en prenant des mesures structurelles, le Conseil communal présente pour les années 2009 à 2011 un budget à tout le moins équilibré.

**Art. 2.** - Tout budget dérogeant exceptionnellement à l'article premier devra être accepté à la majorité des deux tiers des membres présents du Conseil général.

**Art. 3.** - Pour l'exercice 2012, le budget devra également être équilibré, à moins que la fortune nette de la Commune n'ait atteint le montant de 40 millions de francs au minimum.

**Art. 4.** - Toute modification ou abrogation du présent arrêté ne pourra intervenir que moyennant une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

**Art. 5.** - Le présent arrêté prend fin au 30 juin 2012.

**Art. 6.**- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

#### Développement écrit

Certes, le principe de l'équilibre budgétaire est ancré dans la loi sur les communes en son art. 42. Mais l'art. 58 al. 2 de cette même loi tempère quelque peu la règle puisqu'il précise: « En principe, le budget de fonctionnement doit être équilibré », tempérament que le règlement sur les finances et la comptabilité des communes (RFC) reprend en stipulant en son art. 4 que « Le compte de fonctionnement doit être équilibré à moyen terme. » En fait, la seule limite véritablement posée pour l'établissement du budget consiste dans le fait que le déficit ne peut être supérieur à la fortune nette.

Dès lors, l'intention d'exiger un budget équilibré pour les années à venir n'est pas saugrenue en regard des dispositions précitées. Bien au contraire, cette intention traduit la volonté d'une rigueur plus marquée.

En outre, ce serait se donner un instrument de maîtrise des finances communales puisque l'équilibre budgétaire devrait alors être atteint en tenant compte des variations parfois incontournables de charges auxquelles la commune doit faire face sans en avoir

le contrôle, l'obligeant ainsi à redéfinir certaines priorités ou certaines tâches en sachant qu'elle ne dispose pas de moyens supplémentaires.

C'est dans ce sens qu'il s'impose également de flanquer cette obligation d'équilibre budgétaire de la contrainte de redéfinir les missions des services de l'administration communale et prendre des mesures structurelles. Ce sont en effet les béquilles nécessaires à assurer cet équilibre.

Il convient encore de préciser que, comme tout mécanisme de restriction de la gestion financière, une majorité qualifiée des deux tiers serait requise soit pour admettre, à titre tout à fait exceptionnel, un budget déficitaire ou pour abroger l'arrêté avant son terme. Dès lors que la mise en place d'un tel instrument résulte d'un consensus qui va au-delà des simples majorités politiques, il est logique que toute dérogation ou abrogation réponde à une même exigence de consensus.

**L'urgence demandée a été retirée par ses auteurs le 14 janvier 2008.**

Discussion

#### **07-404**

**Proposition des groupes popvertssol et socialiste par Mmes et MM. Nicolas de Pury, Sandra Barbetti Buchs, Sébastien Bourquin, Bernard Junod, Jocelyn Fragnière, François Konrad, Pascal Helle, Laurence Gauchat, Daniel Hofer, Yves Carraux, Olivier Arni, Cristina Tasco et Anne-Dominique Reinhard, au sens de l'article 32 du Règlement général, visant à la modification du Règlement général de la Commune de Neuchâtel du 17 mai 1972 par l'introduction d'un article 160 (nouveau) Fortune nette et coefficient fiscal (Déposée le 3 décembre 2007) (Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).**

« Projet

**Arrêté  
modifiant le Règlement général  
de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972,  
par l'introduction de l'article 160**

(Du ...)

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,  
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- Le chapitre IV, Dispositions financières, du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972, est complété comme suit:

Art. 160 (nouveau) – Titre: Fortune nette et coefficient fiscal

- <sup>1</sup> Le coefficient fiscal ne peut être réduit tant que le montant de la fortune nette de la Ville est inférieur à l'équivalent de la moitié des recettes fiscales annuelles.
- <sup>2</sup> La moitié des recettes fiscales annuelles est déterminée sur la moyenne des cinq derniers exercices comptables.

**Art. 2.** - Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur immédiatement. »

#### Développement

Il nous paraît important que la fortune nette dépasse un certain seuil afin de pouvoir faire face aux fortes amplitudes des recettes fiscales des personnes morales. Cela nous éviterait de prendre des mesures urgentes, et surtout dommageables, que cela soit sur le plan des missions qui nous sont confiées ou sur des mesures salariales à l'égard du personnel communal.

Le Service des communes nous impose une réserve, surtout si l'on doit présenter un budget déficitaire. Cette règle comptable exige que le montant de la fortune nette doive pouvoir couvrir tout budget déficitaire.

Selon le Service des communes, l'état de la fortune nette devrait représenter au moins l'équivalent d'une année de rentrées fiscales, ce qui représente pour la Ville un montant d'environ 130 millions.

Cette mesure « idéale » est difficile à concrétiser aujourd'hui. Néanmoins, il est tout à fait judicieux d'essayer de se prémunir contre une conjoncture défavorable et de prévoir une fortune nette représentant au moins la moitié des recettes fiscales actuelles, soit environ 65 millions.

Actuellement, les amplitudes des recettes fiscales des personnes morales d'une année à l'autre, peuvent représenter des écarts maximaux de quelque 20 millions.

La réserve que nous prévoyons permettrait d'éviter de naviguer à vue en cas de difficulté budgétaire. Nous avons tous pu constater ces dernières années l'amplitude

inquiétante des rentrées fiscales des personnes morales. Cette amplitude est aggravée par des diminutions du coefficient fiscal peu réfléchies.

En appliquant dorénavant cette règle, nous maintiendrons un minimum de fortune nette. Cela représenterait, selon les rentrées fiscales actuelles, une réserve de trois ans en cas de conjoncture fortement défavorable.

C'est bien dans cet état d'esprit que nous voyons la chose, et non celui de permettre d'établir un futur budget fortement déficitaire qui serait lié à l'augmentation de notre fortune nette.

Discussion

### **07-505**

**Postulat du groupe UDC, par Mmes et MM. Frédéric Guyot, Steven Bill, Maria Angela Guyot, Anne-Frédérique Grandchamp et Marc-André Bugnon** demandant l'étude de l'introduction d'un arrêté sur le frein à l'endettement et au respect de normes budgétaires pour l'établissement des budgets communaux, de la Commune de Neuchâtel (Déposé le 3 décembre 2007) **(Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).**

« Lors de la discussion du budget 2008, le groupe UDC a évoqué le besoin pour la Ville de Neuchâtel de se doter d'un instrument permettant de respecter certaines lignes budgétaires, afin de mieux tenir compte de la fluctuation des recettes, garantissant une meilleure gestion budgétaire du ménage communal.

A l'instar de ce qui a prévalu sur le plan cantonal depuis 2005, le groupe UDC demande au Conseil communal d'étudier toutes les voies et moyens de parvenir à se doter d'un outil législatif, contraignant pour parvenir à présenter des budgets qui garantissent des niveaux acceptables de dépenses, respectivement des déficits prévisibles et maîtrisés. »

### Développement

Le groupe UDC renonce, pour le moment, à présenter un projet de proposition plus ou moins aboutie, à mesure, que, pour elle, les personnes les plus au fait des pondérations à prendre en compte pour l'élaboration de ce projet, restent le Conseil communal.

Le frein à l'endettement est le seul outil contraignant pouvant permettre de tendre vers l'équilibre des dépenses et une saine gestion des deniers publics.

Dans un contexte d'économies à trouver, en ville de Neuchâtel, le groupe UDC demande au Conseil communal de mettre en œuvre cette option législative et le prie de nous présenter un rapport dans les délais légaux en la matière.

Discussion

**08-405**

**Proposition** du groupe ULR, par MM. Jean-Charles Authier, Blaise Péquignot, Fabio Bongiovanni, Mmes Amelie Blohm Gueissaz, Fabienne Spichiger, MM. Philippe Etienne et Alain Becker, au sens de l'art. 32 du Règlement général, visant à la modification de l'art. 62 du règlement général de la Commune de Neuchâtel du 17 mai 1972 (Déposée le 30 juin 2008):

«Projet

**Arrêté**  
**modifiant l'article 62 du règlement général de la Commune**  
**de Neuchâtel, du 17 mai 1972**  
**(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,  
 Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- L'article 62 du règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972 est modifié comme suit:

- <sup>1</sup> Le Conseil communal est composé de cinq membres élus par le peuple selon le système du scrutin majoritaire à deux tours.
- <sup>2</sup> Le mode électoral est régi par la Loi cantonale sur les droits politiques du 17 octobre 1984 et ses modifications subséquentes.

**Art. 2.**- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le ....»

**Développement écrit**

Le mode d'élection du Conseil communal par le peuple selon le système proportionnel appliqué dans notre ville depuis maintenant 4 ans montre ses limites, qui avaient par ailleurs été en partie anticipées (se référer par ex. au rapport 02-203 de la commission spéciale chargée d'étudier la révision partielle du règlement général de la commune de Neuchâtel).

Si l'on regarde les scrutins récemment écoulés dans les villes du canton qui se trouvent sous ce régime, on constate que la principale faiblesse de ce mode ne tient pas tant aux personnes qui ont été désignées par le peuple en première instance, qu'à la défection éventuelle de ces personnes et à leur succession.

Dans le cas du mode d'élection selon le système proportionnel, cette succession est réglée de façon tacite, ce qui fait que des personnes se retrouvent élues qui ne s'étaient portées candidates que pour amener des suffrages à la (ou aux) tête(s) de liste.

Certains pourraient même soupçonner les partis de contourner la volonté populaire en promouvant des têtes de liste alibi, dont on sait qu'elles ne seront que très peu vraisemblablement en position d'accepter le poste s'il leur échouait.

Bref, ces défauts qui dans l'élection d'un groupe de miliciens de 41 personnes sont largement compensés par la garantie de proportionnalité de sa représentation, s'avèrent bien moins adaptés à l'élection d'un groupe restreint de magistrats appelés à s'engager à plein temps dans cette fonction.

C'est ainsi que nous proposons de faire usage de l'alternative qui est nous est offerte par la Loi cantonale sur les droits politiques (LDP), et de procéder à l'élection du Conseil communal selon le système du scrutin majoritaire à deux tours.

Pour rappel, l'art. 95a de la Loi cantonale sur les droits politiques stipule que:

- <sup>1</sup> Le Conseil général fixe le mode d'élection des membres du Conseil communal.
- <sup>2</sup> L'élection du conseil communal par le peuple a lieu selon le système de la représentation proportionnelle ou le système du scrutin majoritaire à deux tours.
- <sup>3</sup> Tout changement du mode d'élection des membres du Conseil communal est soumis au référendum obligatoire. Le système peut être changé jusqu'à la fin du mois de décembre précédant les élections communales.

#### Discussion

### **08-609**

**Interpellation du groupe PopVertsSol, par M. Pascal Helle et Mme Carole Maeder-Milz, MM. Jocelyn Fragnière, François Konrad et Mme Catherine Loetscher Schneider**, concernant les déménagements de service à l'intérieur de l'administration communale : « Déménagement à la cloche de bois ? » (Déposée le 27 août 2008):

"L'été 2008 a vu fleurir toute une série de cartons de déménagement dans plusieurs services communaux. Ce qui nous a évoqué ce fameux chat que l'on chasse par la porte et qui revient par la fenêtre. En effet lors de la précédente législature, le Conseil communal nous avait présenté un ambitieux projet de déménagement de ses services, projet qui avait soulevé tellement de questions qu'il avait été finalement retiré.

Le Conseil communal peut-il nous dire :

1. Quels sont les services qui ont déménagé cet été ?
2. Sous quelles rubriques seront facturés au budget communal les coûts induits par ces changements ?
3. S'il a définitivement renoncé à un projet global de déménagement de ses services ?
4. Quelles sont les incidences sur la circulation et plus particulièrement sur la circulation des cyclistes, de ces déménagements ?"

**08-612**

**Interpellation du groupe PopVertsSol**, par M. Christian van Gessel, Mmes Catherine Loetscher, Schneider, Béatrice Nys, Carole Maeder-Milz, Sandra Barbetti Buchs, MM. Jocelyn Fragnière, Pascal Helle, François Konrad et Nicolas de Pury, intitulée « Display pour tous » concernant (1) la mise à profit de la thermographie enregistrée l'hiver passé par la pose des certificats énergétiques (étiquettes Display) sur les bâtiments, (2) la communication aux habitants des possibilités de réaliser des économies d'énergies dans les bâtiments, (3) la mise à disposition de la population d'une aide à un réglage optimal des installations de chauffage, ainsi que (4) le suivi et le contrôle des mesures d'optimisation des installations de chauffage dans les bâtiments de la Ville (Déposée le 29 août 2008):

"Vu l'impact des émissions de CO<sub>2</sub> sur l'environnement, vu les prix et les problèmes d'approvisionnement en énergie, la population entière doit être sensibilisée aux gaspillages d'énergie et aux moyens de les réduire.

Les ménages consomment environ un tiers de l'énergie finale en Suisse et produisent aussi presque un tiers du CO<sub>2</sub> émis par notre pays. Plus de 80% de cette consommation servent à chauffer les logements et l'eau. Or, les propriétaires de bâtiments peuvent être réticents à améliorer le bilan énergétique de leurs bâtiments et les locataires n'ont pas toujours les moyens d'inciter leurs gérances à mettre en place des mesures d'économie d'énergie.

On sait en outre que la première mesure d'économie d'énergie – et la plus simple ! – est de régler plus efficacement les installations de chauffage (p.ex. éviter un démarrage trop rapide à l'entre saison lorsque les nuits sont plus froides mais le soleil encore assez présent pour chauffer en journée).

La Ville de Neuchâtel comme Cité de l'énergie s'est engagée pour la gestion responsable de l'énergie. Dernièrement, elle a fait réaliser une thermographie de toute la commune. Elle a aussi affiché la performance énergétique de certains bâtiments publics avec des étiquettes « Display ».

Le programme Display mis au point par la Ville est un moyen simple et bon marché pour sensibiliser la population à l'efficacité énergétique de ses logements et de ses lieux de travail.

La Confédération prévoit à son tour un règlement assez lourd et coûteux qui pourrait entrer en vigueur en 2009. Display devra par la suite s'adapter aux normes fédérales.

Par ailleurs, la Ville a donné des cours à tous les concierges des bâtiments lui appartenant sur le réglage des installations de chauffage. Il



conviendrait d'assurer un suivi, pour vérifier notamment si les informations ont bien passé et si des comportements ont pu être améliorés.

L'urgence est demandée parce que premièrement il faut profiter immédiatement des données récoltées par la thermographie, deuxièmement pour éviter la lourdeur de la procédure prévue par la Confédération dès 2009, et troisièmement pour donner un signal politique fort dès aujourd'hui en faveur des économies d'énergie et de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

### **Le Conseil communal est prié d'étudier la possibilité de :**

- utiliser le programme Display pour afficher immédiatement la performance énergétique sur tous les immeubles dont la Ville est propriétaire;
- fournir au prix coûtant les étiquettes « Display » de tous les immeubles privés dont on dispose les données nécessaires, à condition qu'elles soient posées dans un endroit visible ;
- offrir à tous les locataires (et pas seulement aux propriétaires) la possibilité de faire analyser le bâtiment dans lequel ils vivent, à condition que l'affiche soit posée visiblement ;
- organiser pour les immeubles locatifs et les bâtiments commerciaux un événement lors de la pose de l'affiche. On pourrait profiter de cette occasion pour donner des informations sur l'énergie, ce qui permettrait aux habitants de poser des questions qui leur tiennent à coeur ;
- établir un catalogue des possibilités d'économiser l'énergie dans les bâtiments, notamment directement sur les étiquettes Display, et relayer toute l'information déjà fournie par d'autres collectivités publiques (canton, confédération) ;
- une fois les étiquettes Display posées, tant sur les bâtiments publics que privés, organiser une action limitée dans le temps d'analyse et de réglage des installations de chauffage, peut-être en établissant une liste des professionnels compétents ;
- Vérifier l'efficacité des cours sur le réglage des installations de chauffage donnés aux concierges des bâtiments appartenant à la Ville et proposer des mesures d'amélioration (répétition de cours à intervalles réguliers ; transmission, par les concierges, des remarques des utilisateurs finaux aux responsables des cours ; etc.).

### **Objectifs :**

- montrer que la Ville a déjà fait des efforts importants pour mieux gérer sa consommation d'énergie et qu'elle continue à le faire ;
- sensibiliser la population;
- encourager les propriétaires et gérances dans leurs efforts pour économiser l'énergie ;
- profiter du programme Display simple et peu cher avant que la Confédération n'impose des expertises lentes et coûteuses".

**Le texte de l'interpellation est considéré comme développement écrit. L'interpellateur a demandé l'ouverture de la discussion le 3 novembre 2008 suite à la réponse écrite du Conseil communal, du 29 octobre 2008.**

### **08-613**

**Interpellation des groupes ULR, UDC et Popvertssol, par MM. Blaise Péquignot, Steven Bill et Nicolas de Pury, concernant "l'avenue des Alpes et la sécurité des piétons en particulier" (Déposée le 15 septembre 2008):**

« Le 26 juin 2008, un enfant de deux ans a été héliporté à l'Hôpital de l'Isle à Berne après avoir été, sur l'avenue des Alpes, renversé par une voiture.

A-t-on aujourd'hui le droit de se contenter de considérer ce grave accident de la route comme étant le simple fait de la totalité ? Non, car ce drame ne fait que s'ajouter à la liste des accidents qui, ces dernières années, sont survenus sur cet axe majeur du réseau routier de la ville de Neuchâtel ; axe, qui au demeurant, a déjà fait plusieurs victimes dont au moins deux enfants dont un est malheureusement décédé.

Dès lors que les autorités de la Ville de Neuchâtel ont décidé d'entreprendre des démarches en vue de sécuriser et modérer le trafic dans les quartiers, là où le taux d'accidents est le plus bas, les interpellateurs demandent au Conseil communal s'il entend :

1. Faire établir, par une instance compétente et indépendante, par ex. le Bureau suisse de prévention des accidents (BPA), **un audit de sécurité routière** de l'avenue des Alpes, cela à l'appui, d'une part de la présente interpellation et des pièces qui lui sont rattachées, d'autre part d'une illustration appropriée de la statistique des accidents survenus sur cet axe entre 1993 (année de l'ouverture de la N5 sous Neuchâtel et du changement de fonction de l'avenue

des Alpes qui est devenue l'artère de liaison entre la jonction de Vauseyon et les hauts de la Ville) et août 2008.

2. Joindre l'intégralité de l'audit précité à la réponse écrite que le Conseil communal entend donner à la présente interpellation, réponse qui précisera en termes parfaitement clairs (où, quoi, quand) les mesures qui seront prises pour pallier, non seulement aux déficits de sécurité routière, mais aussi aux non conformités qui caractérisent l'aménagement actuel de l'avenue des Alpes.

Par la même occasion, le Conseil communal est prié d'indiquer :

- a. Les raisons pour lesquelles des mesures plus conséquentes de sécurisation et de modération de la vitesse du trafic ont, il y a quelques années, été réalisées en particulier dans la partie inférieure de l'avenue des Alpes, entre le carrefour Alpes/Parcs et Alpes/Brévards, alors que d'autres parties de l'avenue présentent depuis longtemps des déficits de sécurité manifestes.
- b. Les critères qui ont prévalu dans le choix de sécuriser, par des mesures d'aménagement, certains accès piétons privés débouchant directement sur l'avenue des Alpes, par ex. av. des Alpes 3/5, 11, 15, 95, alors que ce même axe dénombre pas loin de 15 autres accès non moins dangereux et parmi lesquels il y a au moins 2 accès qui sont en lien direct avec de graves accidents de la route (av. des Alpes 59 et 67).
- c. Les raisons pour lesquelles la quasi-totalité des passages pour piétons disposés sur les carrefours et l'axe de l'avenue des Alpes ne sont pas dotés d'un éclairage spécifique malgré l'existence de directives et normes reconnues d'équipement et ayant force obligatoire.
- d. Les raisons pour lesquelles une multitude de trottoirs ne sont pas abaissés au droit de passage pour piétons, alors qu'un article constitutionnel, une loi et une ordonnance d'application (LHand), des directives et normes ayant également force obligatoire imposent clairement les dispositions à respecter, un assainissement boiteux comme celui récemment mis en œuvre du côté de l'Orangerie/Fbg de l'Hôpital ne pouvant pas servir de bon exemple.
- e. La logique voulant que certains passages pour piétons soient dotés d'une signalisation (panneaux bleus), alors que d'autres ne le sont pas du tout.

- f. Les raisons pour lesquelles le marquage des passages pour piétons se trouve presque systématiquement dans un état tellement dégradé que l'on arrive à présupposer que la Ville de Neuchâtel n'est même plus en mesure d'assurer ses obligations d'entretien et, a contrario, que le rafraîchissement du marquage des places de parc en zone bleue prime sur celui des passages pour piétons.
- g. Les possibilités d'assainissement afin de respecter les exigences de l'OPB.
- h. Les possibilités de modérer, dans les normes légales, la vitesse des usagers de la route.
- i. Les possibilités d'intégrer les piétons dans un véritable concept de cheminement piétonnier.

#### Développement écrit

Bien que ces dernières années des mesures aient été prises ici et là au gré de priorités et critères méconnus du grand public, il n'en demeure pas moins que les démarches entreprises sont non seulement insuffisantes, mais également empreintes de (trop) nombreuses entorses aux règles de l'art, ce qui n'est pas tolérable. Cela est d'autant plus grave que là où des accidents graves sont survenus (par ex. accès piétons de l'av. des Alpes 59 – un enfant décédé, accès piétons de l'av. des Alpes 67 – un enfant grièvement blessé), l'exécutif communal n'a, envers le législatif et la population, manifesté ou communiqué aucune intention par rapport à une stratégie d'assainissement d'une situation qu'elle sait pourtant être dangereuse.

En effet, dans un courrier du 21 décembre 2007 que M. Antoine Grandjean, ancien directeur de la police, a adressé à des riverains demandant des améliorations des conditions de sécurité routière sur la partie médiane de l'avenue des Alpes, il est notamment précisé que « *dans la mesure de ses capacités, le Corps de Police tentera d'augmenter le nombre de contrôles sur cet axe durant l'année 2008,, principalement aux heures de passage des enfants sur cette avenue. Cette avenue est effectivement fortement utilisée comme axe, de desserte de tous les quartiers nord de la ville de Neuchâtel* ».

Par cette déclaration, l'exécutif communal confirme que l'avenue des Alpes est un axe dangereux puisqu'il entend multiplier les contrôles de police. Il ne se donne cependant même pas la peine d'analyser globalement les conditions de sécurité routière prévalant sur cet axe fortement fréquenté et encore moins de trouver des solutions allant au-delà de contrôles de police.

Les annexes 1 et 2 à la présente interpellation recensent un ensemble non exhaustif de déficits de sécurité routière, ainsi qu'une multitude de non-conformités par rapport

aux standards d'aménagement d'un axe routier de pareille importance. Du point de vue des usagers de la route les plus vulnérables, en l'occurrence les piétons avec, en particulier, les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite, l'examen de ces deux annexes a de quoi véritablement inquiéter, pas juste quelques riverains, mais l'ensemble des quelque 680 habitants résidant dans le périmètre situé en amont de l'avenue des Alpes. Tous les services, écoles et transports publics y compris, se situent en aval de l'avenue des Alpes, ce qui en fait un axe qu'il faut systématiquement traverser, à moins de renoncer à la marche à pied au profit du recours à la voiture. A cela s'ajoute le fait que l'avenue des Alpes est, depuis l'ouverture en 1993 de la N5 sous Neuchâtel et les développements urbains intervenus dans les hauts de la ville, devenue un axe routier de première importance qui, de fait, remplit aujourd'hui les fonctions d'une route principale, même si l'avenue des Alpes comporte le statut d'une route communale.

En effet, il ressort de nos recherches que le trafic empruntant l'avenue des Alpes était, en moyenne des jours ouvrables de l'an 2001, de l'ordre de 7'400 à 7'900 véhicules. A titre comparatif, un tel trafic est bien supérieur à celui qui circule sur des axes tels que les rues :

- des Parcs (6'300 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Sablons (4'900 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Saars (4'200 véhicules/jour ouvrable) ;
- de l'Evoles (3'700 véhicules/jour ouvrable).

A cela s'ajoute le fait qu'une part toujours plus importante de camions circule sur l'avenue des Alpes, notamment le matin entre 06h30 et 08h00 en raison d'un fort trafic de livraison avec en particulier la valse quotidienne des camions se rendant aux carrières de la Cernia. De telles charges de trafic ne sont clairement plus celles qu'une rue de quartier est à même de supporter, tout comme elles indiquent que les exigences fixées dans l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) ne sont de loin pas respectées.

Au-delà de ces aspects, il apparaît que l'avenue des Alpes sert également d'itinéraire de déviation du trafic H20 de et vers La Chaux-de-Fonds à chaque fois que l'autoroute H20 doit, au niveau des Gorges du Seyon, être fermée pour diverses raisons. Aussi, il est absolument anormal que le trafic H20 devant être dévié soit reporté en pleine ville, étant notamment entendu que l'entier de l'avenue des Alpes traverse un quartier d'habitation. Cet axe routier étant propriété communale, il appartient dès lors à la Ville de Neuchâtel de tout mettre en œuvre pour imposer au Canton (bientôt à la Confédération si la H20 devait devenir route nationale) une limitation du nombre et de la durée des déviations. Dans ce contexte, on peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi l'exécutif communal n'a rien entrepris pour que le Canton dévie le trafic circulant sur son réseau routier cantonal sur d'autres routes de son propre réseau. De même, l'exécutif communal ne saurait prétexter que, vu sa fonction routière, l'avenue des Alpes ne peut pas, compte tenu des espaces à disposition, faire l'objet de mesures d'assainissement destinées à garantir durablement la sécurité de toutes les catégories d'usagers de la route.

Aussi, dans la perspective notamment des développements en cours/attendus dans les hauts de la ville, par ex. poursuite de l'urbanisation du quartier de Pierre-à-Bot, réhabilitation du site de l'ancien hôpital des Cadolles, il y a lieu de présumer que le trafic motorisé empruntant l'avenue des Alpes va encore augmenter et que les

conditions actuelles de sécurité routière de cet axe vont continuer à se dégrader si rien ne devait être entrepris.

S'agissant des multiples non conformités relevées ainsi que des nombreux déficits de sécurité routière constatés (voir les annexes 1 et 2 à la présente interpellation), il est essentiel de rappeler que le propriétaire/exploitant d'une route comme l'avenue des Alpes est tenu au respect et à l'application des dispositions de conception et de réalisation contenues, non seulement dans la loi, mais aussi dans les directives et normes. A ce titre, et vu notamment le triste état des passages pour piétons situés à l'avenue des Alpes (et ailleurs en ville aussi), les interpellateurs tiennent à rappeler à

l'exécutif communal que la norme SN 640'241 « Circulation piétonne – Passages pour piétons » a valeur d'instruction du DETEC et qu'elle a par conséquent force de

loi, également en ville de Neuchâtel ! Cette norme précise, entre autres, que « *les passages pour piétons ne sont pas à considérer comme un simple marquage au sol, mais doivent être appréhendés comme des ouvrages à planifier, à projeter et à réaliser en tenant compte des influences liées à l'exploitation, à l'équipement lui-même et à son entourage* ». Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est de l'éclairage des passages pour piétons. Là, les interpellateurs rappellent que tout un ensemble de nouvelles normes sont entrées en vigueur en 2004 (norme SN-TR 13201

« Rapport technique Eclairage public – Partie 1 » ; normes associées SN-EN 13201-2 à -4 « Eclairage public – Parties 2 à 4 » ; directive SLG 202 « Eclairage public : Eclairage des routes – Compléments aux normes SN-TR 13201-1 et SN-EN 13201-2 à -4 »). Ces normes ont également force contraignante que le tribunal fédéral a, au demeurant, confirmée.

En conclusion, si le Conseil communal peut postuler, par ex. la nécessité de réaliser, en 2015-18 une imposante passerelle pour piétons et cyclistes enjambant la cuvette de Vauseyon, entre les rues des Poudrières et des Parcs, cela pour un montant présumé de un million de francs (voir projet d'agglomération RUN – Volet mobilité douce ; fiche 23-3 du rapport technique du 16 juin 2008), il ferait bien de réviser ses priorités en tenant notamment compte du fait qu'il a des obligations légales et bien plus basiques qui, dans l'intérêt général, priment clairement sur les grandes ambitions qui font toute la beauté des programmes politiques... »

## **08-614**

**Interpellation** (dont l'urgence demandée a été refusée le 3 novembre 2008) du groupe UDC par MM. et Mmes. Steven Bill, Pierre-Alain Storrer, Marc-André Bugnon, Sylvain Brossin, Anne-Frédérique Granchamp et Maria Angela Guyot, relative à la taxe sur les spectacles et son application lors des matchs de Neuchâtel Xamax (Déposée le 28 octobre 2008) :

"Lors de la conférence de presse du 16 octobre 2008, le Conseil d'administration de Neuchâtel Xamax a annoncé qu'il ne se représenterait pas lors de l'assemblée générale du 17 novembre 2008, ceci notamment en raison d'une certaine lassitude due au manque de soutien politique et à certaines taxes qui grèvent le budget du club, considérées comme inappropriées.

A ce sujet, M. Bernasconi a mis en avant la problématique des frais de sécurité, sur laquelle nous ne reviendrons pas, sachant qu'il s'agit d'une décision cantonale.

Toutefois, le directoire du club a également reproché à la Ville de Neuchâtel la facturation de la taxe sur les spectacles. Bien que cette taxe ne soit pas nouvelle, les propos de M. Bernasconi ont le mérite de remettre sur le devant de la scène une problématique déjà soulevée à plusieurs reprises par le passé.

En effet, il est bon de rappeler qu'en 2003 la société exploitant les salles de cinéma de la ville s'était élevée contre le prélèvement de cette taxe, en estimant notamment qu'il y avait une inégalité de traitement avec le forfait négocié par notre Ville avec Expo02. Lors du règlement de ce litige avec la société Cinepel, le Conseil communal s'était engagé à abolir cette taxe.

Force est de constater que le Conseil communal n'a pas tenu parole, puisque à ce jour "le droit des pauvres" est toujours prélevé, à raison de 10 % des billets d'entrée des diverses manifestations organisées sur la commune. Bien entendu, on se souvient de la malheureuse tentative du Conseil communal de supprimer cette taxe en proposant, sans succès, de compenser la diminution de ces recettes avec celles engendrées par le plan de stationnement.

Les éléments soulevés par le Président de Neuchâtel Xamax posent de vraies questions, notamment quant à la place de ce club dans la vie sociale de notre canton. Il n'est pas inutile de rappeler que Neuchâtel Xamax, bien que constitué en société anonyme, joue un rôle social important et participe, de manière indéniable, au rayonnement de notre ville, au-delà des frontières cantonales et nationales.

Ainsi, les observateurs avisés sont surpris depuis fort longtemps de la différence de traitement entre nombre de clubs sportifs, peu ou pas subventionnés et certaines autres associations "culturelles" qui bénéficient de certaines largesses. A ce sujet, il sied à préciser que les interpellateurs ne mettent pas ces associations culturelles en opposition

avec les clubs sportifs, chaque partie amenant de manière importante sa pierre à l'édifice social et culturel de notre cité.

Néanmoins, on peut s'étonner du manque de soutien politique pour un club qui réunit tous les 15 jours près de 4'000 spectateurs, d'horizons sociaux et culturels différents, en un seul lieu, qui s'occupe de la formation footballistique de centaines de jeunes de la région, qui de par sa vision du sport, est un réel vecteur d'intégration et de multiculturalité et qui réussit encore l'exploit de convaincre nombre de bénévoles à donner de leur temps.

En plus de jouer un rôle social indéniable, Neuchâtel Xamax, est non seulement un contributeur fiscal important, mais est également, le principal locataire du stade de la Maladière. Si ce club était amené à disparaître sous sa forme actuelle, les conséquences tant pour l'image que pour les finances de la Ville seraient importantes.

En effet, il n'est pas inutile de rappeler que le déficit d'exploitation du stade serait largement creusé si la structure professionnelle de Neuchâtel Xamax venait à disparaître, ou si le club était relégué dans une division inférieure.

Par conséquent, il est important que ce club, au passé glorieux, mais à l'avenir actuellement incertain, puisse bénéficier de conditions cadres acceptables, ceci afin de maintenir une équipe professionnelle à Neuchâtel, et de servir de porte drapeau et d'élément motivateur à des générations de footballeurs en herbe qui s'identifient à cette équipe. En tant qu'Autorité politique, nous nous devons d'apporter tout notre soutien à ce club, élément important d'identification à la ville et à toute la région.

Dès lors, nous remercions le Conseil communal de bien vouloir répondre aux interrogations suivantes :

- Par le passé, le Conseil communal a reconnu que la taxe sur les spectacles était désuète, et s'était engagé à la supprimer. Pour quelle raison cela n'a-t-il, à ce jour, pas encore été fait, malgré un engagement ferme? De plus, et au vu de ce qui précède, peut-il



nous confirmer qu'il tiendra parole en abolissant cette taxe et par l'affirmative dans quels délais?

- Quel serait le manque à gagner pour les finances communales, tant au niveau fiscal, qu'au niveau de l'exploitation du stade, si ce club venait à disparaître sous sa forme actuelle?
- La tenue à intervalles réguliers de manifestations, de matchs de football dans le cas d'espèce, réunit-elle les conditions d'application pour le prélèvement de la taxe sur les spectacles?
- Quelle est l'analyse du Conseil communal en relation avec la double (voire même triple avec les frais de sécurité) imposition d'une société, qui paie légalement des impôts et qui doit en plus s'acquitter d'un autre impôt : la taxe sur les spectacles?
- Qu'entend faire le Conseil communal pour favoriser le maintien d'une équipe de football professionnel dans le chef-lieu?
- Comment le Conseil communal entend-il reconnaître le rôle social et formateur important joué par ce club?

L'assemblée générale du club se tiendra le 17 novembre 2008. Il est dès lors important que les réponses puissent être données avant cette échéance".

### **08-701**

**Résolution intergroupes pour les "Jeunes-Rives" des groupes socialiste, PopVertsSol, PLR et UDC, par MM. Olivier Arni, Nicolas de Pury, Mme Amelie Blohm Gueissaz et M. Steven Bill, pour des aménagements simples et réversibles, en attendant la concrétisation du projet final retenu! (Déposée le 3 novembre 2008):**

"Vu la durée nécessaire à la réalisation d'un projet global et consensuel sur les Jeunes-Rives - de la mise en œuvre du concours Européen à l'inauguration du projet final retenu par les Autorités de la Ville - le Conseil général demande au Conseil communal de lui présenter, dans les meilleurs délais, un rapport complémentaire sur les Jeunes-Rives afin d'y apporter divers aménagements simples et réversibles – entretien de la plage, toilettes, place de jeux pour enfants, aménagement paysager de la partie parking laissée à l'abandon".

Développement et discussion

### **08-615**

**Interpellation du groupe socialiste par MM. Claude Béguin, Matthieu Béguelin, Daniel Hofer, Raymond Maridor, Yves Carraux, Philippe Loup, Mme Sabrina Rinaldo Adam, M. Olivier Arni, Mmes Martine Docourt, Nathalie Wust, Hélène Perrin et Amina Benkais**, intitulée « Conservatoire : pour que leur marche ne soit pas...funèbre ». (Déposée le 27 novembre 2008) :

"Le nouveau bâtiment du Conservatoire de musique et de la Haute Ecole de gestion, sur le plateau de la gare, sera inauguré au printemps 2009 et nous nous en réjouissons. Ainsi, dès l'an prochain, de nombreux jeunes élèves du Conservatoire seront appelés à rejoindre leur nouveau lieu d'étude, depuis la gare, en longeant le bâtiment de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Or, durant cette « balade » et en fonction de leur lieu de départ, nos enfants seront confrontés aux véhicules de livraison, à ceux des clients de la dépose-rapide des CFF et de la gare en général, des clients des commerces du quartier ainsi que du personnel et des usagers de l'OFS, du Conservatoire et de la HEG Arc.

Mais la liste ne s'arrête hélas pas là. En effet, le chantier du bâtiment TransEurope s'ouvrira sur le plateau de la gare, dès février 2009, et le bal des camions viendra perturber ce trajet.

Dans ces conditions, nous demandons expressément au Conseil communal de veiller à la sécurité des piétons et des cyclistes qui fréquenteront le site en installant une signalisation appropriée dans les alentours de la gare. Par exemple, le traçage au sol d'une bande de sécurité de couleur – évolutive en fonction de l'avancement du chantier – permettrait sans doute aux juniors, aux aînés et aux cyclistes d'identifier facilement le chemin le plus sûr. Ce marquage particulier ajouté à une signalisation plus classique présenterait aussi l'avantage d'indiquer à l'attention des conducteurs les zones sensibles de cohabitation entre piétons et véhicules. Ce marquage pourrait débuter au bas du Crêt-Taconnet, en haut de l'Avenue de la Gare et sur la rue des Fahys par exemple (niveau passerelle et passage sous-voies). L'adjonction de texte dans le marquage permettrait en outre de faire la promotion des activités du Conservatoire de musique et de la Haute Ecole de gestion Arc.

Cette signalisation exceptionnelle pourrait disparaître au terme du chantier, le cheminement sécurisé des piétons et des cyclistes étant mieux assuré avec le projet TransEurope, lequel prévoit un chemin séparé des voies de circulation.

Le Conseil communal est prié de s'approcher sans attendre du maître de l'ouvrage du bâtiment TransEurope afin que des mesures de sécurisation du site soient étudiées puis mises en place en commun ".

**Le texte de l'interpellation est considéré comme développement écrit.**

**09-501**

**Postulat de Mme Dorothee Ecklin et consorts**, "pour une stratégie de la politique culturelle" (Déposé le 12 janvier 2009):

« Le Conseil communal est invité à présenter un rapport sur la politique culturelle de la Ville, comportant un état des lieux et des perspectives d'avenir, ainsi que les moyens utiles à ses ambitions ».

Développement

Neuchâtel, le 14 janvier 2009

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

Le président,

Pascal Sandoz

Le chancelier,

Rémy Voirol